

La Vie Internationale

1 septembre
La Saison des Conférences s'ouvre

A première vue, les nouvelles de cette quinzaine paraissent décevantes : rupture à Kaesong ; impasse à Téhéran ; refus de l'Inde de prendre part à la conclusion du traité avec le Japon ; tension anglo-égyptienne... En fait, derrière ces épisodes marquants, la puissance du monde libre se développe. Un été qui s'annonçait dangereux passe sans inquiétude majeure.

Les pourparlers d'armistice en Corée.

Il est difficile de trouver un sens aux incidents qui ont marqué depuis deux mois les pourparlers de Kaesong, d'expliquer de façon rationnelle ces conférences que les communistes sollicitent pour les torpiller. L'opinion finit par s'habituer et se désintéresser de conversations sans objet et cette détérioration de l'instrument diplomatique est grave en soi. Quand les plénipotentiaires se rencontrent avec la certitude de s'employer inutilement, il ne reste plus qu'à redonner la parole au canon. Les communistes se rendent-ils compte qu'ils rendent inutilisables pour eux-mêmes une valeur politique qui leur serait précieuse. On peut même se demander devant cette incohérence, si le bloc soviétique sait ce qu'il veut : hanté par la propagande, les réactions de l'extérieur ne l'atteignent plus.

Explications.

Ces manœuvres paraissent d'autant plus vaines que l'aboutissement des pourparlers de Kaesong aurait plutôt embarrassé les Etats-Unis qui craignent avant tout un relâchement de l'opinion devant l'effort militaire. Reste évidemment l'hypothèse que les Sino-Coréens et les Russes aient voulu mettre à profit cette trêve de fait de deux mois, pour préparer une offensive plus puissante. Mais comme l'activité de l'aviation américaine ne s'est pas ralentie, le bénéfice est peu apparent. Le dernier incident, un prétendu bombardement de Kaesong par les Américains eux-mêmes est si invraisemblable qu'il faudrait être dépourvu de raison pour y croire. Quel intérêt pourraient avoir les Etats-Unis à mitrailler le siège de la conférence ? et comme cela est loin de leur manière.

Il se peut que les pourparlers reprennent, mais il est difficile de concevoir que la paix puisse en sortir. Les Américains d'ailleurs ont pris toute mesure pour continuer les hostilités, s'ils y étaient forcés et cette fois avec plus de moyens et moins de scrupules. Le bombardement de Kashing près de la frontière russe prouve que l'heure des ménagements est passée et que ce qui était refusé à Mac Arthur ne le serait pas à Ridgway. Le plus probable est que l'affaire continuera à pourrir sur place sans éclat démesuré.

Les pétroles persans.

La rupture de Téhéran dans l'affaire des pétroles entre Mossadegh et les Anglais était assez inattendue. L'envoyé du président Truman, Harriman, avait préparé avec succès le terrain à un accord et le ministre anglais Stokes passe pour habile. On a donné de multiples explications de cet échec et certaines tiennent du feuilleton.

Donnons sous toutes réserves, la nôtre.

La rupture vient évidemment des Anglais : question de prestige d'abord, d'intérêt ensuite. La façon peu empressée dont avait été accueilli le médiateur américain après les rebuffades reçues par l'ambassadeur à Téhéran, Grady, faisait prévoir que les Anglais n'accepteraient pas volontiers que les Etats-Unis leur rendissent, grâce à leurs bons offices, le pétrole perdu. On ne voulait pas à Londres qu'on puisse dire en Orient que sans l'appui des Américains les Anglais ne pouvaient plus rien obtenir. Infliger à Harriman, personnage considérable, une blessure d'amour-propre n'est peut-être pas un bon calcul. Les Anglais sont persuadés que dans deux mois Mossadegh, les caisses de l'Etat vidées sera obligé de capituler.

De toute façon l'affaire des pétroles doit s'arranger. Cela paraît en effet probable si les Etats-Unis le veulent bien. Car il y a un crédit en dollars en suspens accordé à la Perse et des Compagnies pétrolières américaines qui, si elles y étaient autorisées prendraient l'affaire en mains avec empressement. Ce que Washington ne fera pas, à moins que les Russes ne se montrent ou que Mossadegh entre en pourparlers avec eux.

Le jeu pour Morrison qui n'y est pas spécialement entraîné, nous paraît bien acrobatique. En tous cas et malgré l'accroissement rapide des autres sources d'approvisionnement en pétrole, la perte même momentanée de la raffinerie d'Abadan et des puits qui l'alimentent pèsera sur la balance des comptes de l'Angleterre déjà fort obérée.

A quand les élections anglaises.

L'horizon international, dans tous les cioux, sera largement éclairci lorsqu'enfin — on l'espère, en octobre — la désastreuse gestion du travaillisme aura pris fin. La France en particulier, sans préjugé d'ordre politique se réjouira de voir s'éloigner du pouvoir des partenaires avec lesquels elle n'a cessé d'avoir des difficultés en Méditerranée comme en Europe. Comme en 1924-25, le travaillisme s'est montré anti-européen et peu francophile. Les Etats-Unis se féliciteront aussi de l'éclipse de ces partenaires obtus et peu maniables. Mais la succession est si lourde qu'on plaint ceux qui devront la prendre.

Le traité japonais.

Comme nous le signalons depuis des mois, les Etats-Unis qui sentent croître leurs forces, sont de plus en plus décidés à aller de l'avant sans se soucier des conséquences. L'Inde aura beau chercher à constituer une troisième force en Asie et les Soviets essayer de rallier une minorité suffisante pour empêcher la signature du traité de paix avec le Japon, souhaité et approuvé par le Japon même, gérons que la conférence qui s'ouvrira à San Francisco le 4 septembre ne durera pas une heure plus que prévu et que les paraphes requis seront apposés.

Tandis que le parlement français s'ensevelit dans des querelles intempestives l'équipe qui va représenter la France dans la série des prochaines conférences à San Francisco puis à Washington, puis à Ottawa et enfin à Rome, apparaît très forte et très bien armée, grâce surtout à l'appui vraiment sensationnel que le Général Eisenhower — peut-être futur président — vient de donner au plan Plevin d'armée européenne et aussi par ses recommandations au Sénat américain de ne pas réduire les crédits militaires à l'Europe. Malgré le discrédit parlementaire auquel on ne prête plus guère attention à l'étranger, la position française paraît excellente. Notre diplomatie et nos deux généraux Juin et De Lattre de Tassigny ont tous les moyens de réaliser une organisation européenne ordonnée par les Etats-Unis et dirigée par la France. Celle-ci a beaucoup à demander, des armes et des crédits et aurait besoin d'être soutenue par une opinion plus avertie et plus patriote. Les difficultés viendront plutôt du parlement américain que du gouvernement Truman. Il y aura sans doute quelques déchets et quelques déconvenues, mais dans l'ensemble l succès semble assuré. La France aurait un bel avenir si les Français s'en montraient dignes.

CRITON